
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 30

Bill No. 30

Loi constituant le Conseil de la
population et de l'immigration

An Act to establish the Conseil de la
population et de l'immigration

Première lecture

First reading

MME BACON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet institue un Conseil de la population et de l'immigration. Le Conseil se compose de quinze membres nommés par le gouvernement. Il donne son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère ainsi que sur les questions relatives à la population et à l'immigration. Il exerce toute autre attribution d'ordre consultatif que le lieutenant-gouverneur en conseil lui confère.

EXPLANATORY NOTE

This bill establishes the Conseil de la population et de l'immigration, which will consist of fifteen members appointed by the government. It will give advice to the Minister on any matter he refers to it, as well as on questions concerning population and immigration, and will carry out any other responsibilities of a consultative nature assigned to it by the Lieutenant-Governor in Council.

Projet de loi n° 30

Loi constituant le Conseil de la population et de l'immigration

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Un organisme de consultation est institué sous le nom de « Conseil de la population et de l'immigration ».

2. Le Conseil:

a) donne son avis et fait des suggestions au ministre de la population et de l'immigration, ci-après appelé « le ministre », sur toute question que celui-ci juge à propos de lui soumettre;

b) entreprend l'étude de toute question qui relève du domaine de sa juridiction, effectue les recherches qu'il croit nécessaires et fait rapport au ministre;

c) étudie, à la demande du ministre, tout problème relatif à l'application des lois relevant de celui-ci et lui soumet des rapports et suggestions à ce sujet;

d) exerce toute autre attribution d'ordre consultatif que le lieutenant-gouverneur en conseil lui confère.

3. Le Conseil se compose de quinze membres, dont un président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation par le ministre des organismes, groupes et associations représentatifs se préoccupant des questions relatives à la population et à l'immigration.

Bill No. 30

An Act to establish the Conseil de la population et de l'immigration

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A consultative body is established under the name of the "Conseil de la population et de l'immigration", hereinafter referred to as "the council".

2. The council shall:

(a) give advice and make suggestions to the Minister of Population and Immigration, hereinafter referred to as "the Minister", on any matter he sees fit to submit to it;

(b) take under study any matter in its field of jurisdiction, effect any research it believes necessary and report thereon to the Minister;

(c) at the request of the Minister, examine any problem regarding the carrying out of the statutes under his jurisdiction and submit reports and suggestions to him on the question;

(d) carry out any other responsibilities of a consultative nature assigned to it by the Lieutenant-Governor in Council.

3. The council consists of fifteen members including the chairman, appointed by the Lieutenant-Governor in Council after consultation by the Minister of the representative bodies, groups and associations engaged in matters relating to population and immigration.

En outre, le sous-ministre de la population et de l'immigration ou son délégué fait partie d'office du conseil, mais il n'a pas droit de vote.

4. Les membres du Conseil sont nommés pour quatre ans.

Toutefois, trois des membres nommés en premier lieu le sont pour un an, quatre pour deux ans, quatre pour trois ans et les quatre autres, y compris le président, pour quatre ans.

Le mandat des membres du Conseil ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois, sauf dans le cas des trois premiers membres nommés pour un an dont le mandat peut être renouvelé consécutivement deux fois.

5. Les membres du Conseil demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

6. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil autre que le président est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer et pour le reste du mandat de la personne à remplacer.

7. Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assure la liaison entre le Conseil et le ministre.

[[**8.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les allocations et le traitement du président.]]

[[**9.** Les membres du Conseil autres que le président et celui visé au deuxième alinéa de l'article 3 sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil ou de ses comités et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

10. Le Conseil peut édicter des règlements pour sa régie interne. Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

In addition, the Deputy Minister of Population and Immigration or his delegate is a member of the council *ex officio*, but does not have the right to vote.

4. The members of the council are appointed for four years.

However, at the first appointment of members, three shall be appointed for one year, four for two years, four for three years and the remaining four, including the chairman, for four years.

The term of office of the members of the council may be renewed consecutively only once, except in the case of the first three members appointed for one year, whose terms may be renewed consecutively twice.

5. The members of the council remain in office notwithstanding the expiry of their term until they are reappointed or replaced.

6. Every vacancy occurring during the term of office of a member of the council other than the chairman shall be filled in accordance with the mode prescribed for the appointment of the member to be replaced, for the remainder of the term of office of the person to be replaced.

7. The chairman directs the activities of the council and coordinates its work; he ensures liaison between the council and the Minister.

[[**8.** The Lieutenant-Governor in Council fixes the allowances and salary of the chairman.]]

[[**9.** The members of the council other than the chairman and the member referred to in the second paragraph of section 3 are indemnified for their expenses in attending the sittings of the council or its committees and receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

10. The council may enact by-laws for its internal management. Such by-laws shall come into force on the date of their approval by the Lieutenant-Governor in Council.

11. Le Conseil, avec l'approbation du ministre, peut former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Ces comités peuvent être partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil; les allocations de présence et les honoraires des personnes qui ne sont pas membres du Conseil sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

12. Le secrétariat du Conseil est dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

13. Le quorum du Conseil est formé de la majorité des membres en exercice.

14. Au cas d'égalité des votes, le président jouit d'une voix prépondérante.

[[**15.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre au Conseil un secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés nécessaires à ses travaux; ils sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

16. Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par le Conseil et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant du Conseil ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou par le secrétaire.

17. Le Conseil doit, avant le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année se terminant le 31 mars précédent.

[[**18.** Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1976/1977, à même le fonds consolidé, du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers

11. The council with the approval of the Minister may form special committees to study particular matters and direct such committees to collect the relevant information and report their findings and recommendations to the council.

Such committees may be partly formed of persons who are not members of the council; the attendance allowances and fees of the persons who are not members of the council are determined by the Lieutenant-Governor in Council.

12. The secretariat of the council is within the territory of the Montreal Urban Community.

The council may hold its sittings anywhere in Québec.

13. A majority of the members in office constitutes a quorum of the council.

14. In case of a tie-vote, the chairman has a casting vote.

[[**15.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint a secretary to the council, as well as the other functionaries and employees necessary for its operations; they are appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

16. The minutes of the sittings are authentic if approved by the council and certified by the chairman or the secretary. Further, every document or copy issued by the council or forming part of its records, if signed by the chairman or the secretary, is authentic.

17. Not later than 30 June each year, the council shall send a report of its activities for its fiscal year terminating on the preceding 31 March to the Minister who shall forward it to the National Assembly.

[[**18.** The sums necessary for the application of this act shall be taken for the fiscal year 1976/1977 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys appro-

accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

19. Le ministre de la population et de l'immigration est chargé de l'application de la présente loi.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

priated annually for such purpose by the Legislature.]]

19. The Minister of Population and Immigration is entrusted with the carrying out of this act.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.